

IL Y AURA BIEN DES COMPTES À RENDRE

Alors que tout n'est pas terminé, que nous ne sommes même pas encore tous licenciés, alors que la bataille judicaire continue pour faire reconnaitre l'illégalité de la fermeture, le silence des pouvoirs publics et celui des médias est lourd de responsabilité pour la suite.

On ne le dira jamais assez, les multinationales comme Ford sont renforcées dans leur impunité, plus que convaincues de leur liberté de licencier sans contrôle, grâce aux dérobades de l'État qui n'agit pas alors qu'il en avait et qu'il en a toujours les moyens.

Le bilan est d'abord catastrophique pour nous salarié.es et population car c'est nous qui payons cher la rapacité de Ford et le laisser-faire des pouvoirs politiques.

Mais il est aussi catastrophique pour le pouvoir qui montre à la fois son incapacité, son incompétence, sa lâcheté, son ridicule aussi en face de capitalistes rapaces et égoïstes déjà gavés de dividendes et de profits.

SAMEDI 23 NOVEMBRE MANIFESTATION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

L'actualité est marquée par le drame des féminicides (136 femmes tuées par leur conjoint ou ex depuis le début de l'année). Mais la violence liée à la domination masculine, c'est aussi les viols et violences sexuelles, harcèlements et abus dans la vie privée comme au travail, ce sont les salaires des femmes beaucoup plus bas, des temps partiels imposés plus nombreux et en conséquence, des conditions de retraites très mauvaises.

L'aggravation du chômage et de la précarité touche plus particulièrement les femmes. Résultat, elles subissent de façon plus importante la brutalité d'une société de plus en plus inégalitaire et injuste.

La CGT-Ford appelle à se joindre à cette manifestation, en lien, en solidarité avec l'acte 53 des Gilets Jaunes qui se retrouveront au même endroit. Le ridicule de l'État, parlons-en. Au bout du processus, président et ministres, anciens premier ministre se seront complètement ratatinés, après avoir crié à la trahison. Ils n'auront rien fait ni même tenté.

Ford continue de vendre ses véhicules à l'État (à l'armée, voir article sur notre site), fait sa pub tranquillement dans les médias, fait signer un accord qui neutralise l'État, se donnant même la possibilité de garder le terrain au-delà de 5 ans.

C'est lamentable. C'est même une trahison des pouvoirs publics, comme un retournement de qualificatif. Car ceux qui ont le pouvoir d'agir ont fait croire qu'ils ne pouvaient rien faire, pour finalement ne rien faire, en laissant passer une possible reprise, laissant même le repreneur potentiel Punch s'attaquer aux conditions sociales, pour finalement tout abandonner.

Alors oui démonstration est faite d'une complicité entre capitalistes et l'État. Tôt ou tard, il faudra bien rendre des comptes.

FEMINICIDES
VIOLENCES
SEXISTES ET
SEXUELLES

STOP!

136 féminicides

en France, Safia assassinée à Bordeaux, des milliers dans le monde... Ne les oublions pas !

SAMEDI 23 NOVEMBRE

14H Bordeaux

En écho à la manifestation nationale à Paris #Noustoutes

Marchons pour elles, tou.te.s ensemble!

ET MAINTENANT? VOILÀ LE MARCHÉ DE L'EMPLOI PRÉCAIRE

Depuis l'arrêt de l'activité, il faut reconnaitre que pour beaucoup d'entre nous, on s'est perdu de vue. Donc difficile de se donner des nouvelles et de se raconter nos situations réciproques, par exemple comment se passe notre « après-Ford », notre recherche d'emplois.

Nous avons au moins les informations du côté des syndicalistes CGT qui restons en lien, ne serait-ce qu'au travers de nos réunions hebdomadaires.

Même si quelques-uns (et unes) d'entre nous qui ne sommes pas encore licencié.es, du fait que pour les élu.es/mandaté.es la procédure est un peu plus longue, du côté des cégétistes ou proches, nous avons des retours peu encourageants des premières démarches pour trouver du boulot.

Ce n'est pas une surprise mais ce n'est pas rassurant de voir à quel point ce qu'on appelle le marché du travail est dans un mauvais état : peu d'emplois mais surtout avec des salaires relativement bas et des conditions de travail qui s'annoncent pénibles. Sachant que nos expériences, notre ancienneté ne sont pas prises en compte.

On sait que dans les grosses entreprises, en règle générale, les salaires comme les conditions de travail sont moins mauvaises que dans les petites entreprises. Ce n'est pas que Ford ou autres sociétés de taille comparable soient plus sociales, plus humaines. Il suffit de voir comment les dirigeants de Ford ont pu se comporter pour liquider l'usine.

ET HOP, MAINTENANT... AU TOUR DES ÉLU.ES!

Cette semaine, pendant 3 jours, la direction s'occupe des salarié.es élu.es du CSE actuel, des anciens élu.es CE-DP-CHSCT et de ceux qui étaient sur les listes électorales d'avril dernier. C'est ce qu'on appelle la catégorie des « salarié.es protégé.es ». Et cela représentent 38 personnes.

Pour licencier les élu.es, la procédure est un peu plus compliquée. Il faut faire voter le licenciement de chacun.e en réunion CSE extraordinaire, un par un, le vote des membres CSE étant seulement consultatif. C'est donc une formalité pour Ford mais formalité obligatoire. Ensuite, une fois le vote effectué, la direction envoie une demande d'autorisation à l'inspecteur du travail qui a un délai de 60 jours pour répondre.

La CGT a préparé ce moment avec son avocat : nous avons rédigé un « mémoire » rappelant toutes les raisons de notre opposition aux licenciements, expliquant l'absence de motif économique. On pense au tribunal, aux prud'hommes mais pas seulement.

L'enjeu c'est dans l'immédiat de convaincre cette fois-ci l'inspecteur du travail de l'illégalité des licenciements. Car lui, et pour les salarié.es élu.es seulement, a le droit de contrôler l'existence ou pas d'un motif économique justifiant le licenciement. Et au bout il peut ne pas autoriser le licenciement. Et là commence une autre petite histoire mais nous n'en sommes pas là, même si, bien sûr, nous bataillons toujours pour obtenir gain de cause.

En attendant, les réunions CSE et les votes se succèdent du 19 au 21. Les élu.es CSE de la Cgt votent évidemment contre les licenciements de tous les salarié.es « protégé.es » quelque soit son appartenance syndicale, faisant acté au PV de réunion, le « mémoire » qui dénonce catégoriquement la fermeture de l'usine et les licenciements de tous les salarié.es.

C'est que le rapport de force n'est pas le même dans des usines où les travailleurs sont nombreux, où il y a des syndicats, des habitudes de luttes ou de résistances... Ça change la donne et les relations sociales. Et c'est ce rapport de force qui manque dans la plupart des endroits aujourd'hui. Avec en plus une profonde dégradation, liée à l'aggravation du chômage de ces dernières décennies.

Alors, pas de bol pour nous, à l'âge que nous avons, avec parfois l'usure qui va avec, nous revoilà sur un « marché de l'emploi » saturé, qui est plus le marché de la précarité, de l'intérim, des divers abus patronaux, marqué par une réglementation du travail démantelée.

Concrètement, voilà ce que traduit notre premier bilan : on peut trouver plus facilement des contrats courts, intérimaires, avec des salaires autour de 1400 euros, en 2x8 ou 3x8. Pour l'ambiance et les conditions, on imagine que ce n'est pas grandiose.

C'est donc ça que les dirigeants de Ford appelaient « rebondir », « avoir une deuxième vie professionnelle », « réaliser l'ambition de sa vie »... Bon ce n'est pas une surprise, on savait que Ford se moquait de nous et nous savions aussi que la situation sociale est très mauvaise (suffit de voir le mouvement des gilets jaunes). C'est surtout pour cette raison que nous nous sommes battus « à mort » pour sauver l'usine et nos emplois comme ceux induits. Ce n'était quand même pas par attachement à la multinationale Ford.

Pour que ca pète!

Plusieurs syndicats CGT (dont la CGT-Ford) avaient pris l'initiative d'une AG pour préparer la mobilisation du 5 décembre contre la réforme des retraites et pour la défense de nos vies, de tous nos droits. Nous avions invité largement les équipes syndicales, les associations et collectifs de lutte divers et les comités Gilets Jaunes que nous côtoyons dans les différentes manifestations de ces derniers mois.

Nous étions une centaine ce lundi 25 novembre à échanger sur nos colères et espoirs de changer la donne. Sur comment faire pour construire une lutte importante, pour aider à mobiliser le plus largement possible, sur la nécessité de faire converger les batailles du moment.

C'est important d'avoir un cadre où se retrouver et discuter, pour faire connaissance et pour construire la riposte ensemble. Ce que ne sont pas capables de mettre en place les confédérations syndicales. Alors depuis les bases militantes, on essaie de faire.

Il est prévu des « AG de lutte » tous les lundis pour préparer le 5 décembre et ses suites. La prochaine aura lieu à la salle du CE de Ford, lundi 25 novembre à 19 heures. Tous ensemble!

ET N'OUBLIEZ PAS!

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES SALARIÉ.ES

Dimanche 8 décembre 2019 à 10 heures Salle Douat - En présence de notre avocat

Il s'agit de commencer notre démarche au tribunal des Prud'hommes pour contester nos licenciements injustifiés d'après nous. C'est une procédure longue, avec constitution de dossiers individuels mais gérés collectivement. Nous proposons ce rendez-vous pour expliquer comment on va pouvoir faire.